



GRTgaz
BORA
6 rue Raoul Nordling
92277 Bois-Colombes Cedex

www.grtgaz.com

Réponse à la consultation publique relative à la mise à jour des tarifs transport de 2016

Novembre 2015

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle une évolution des coefficients de majoration des tarifs infra-annuels aux PITS devrait être étudiée dans le cadre plus large de l'ATRT6 ?

Cette évolution entre dans le cadre plus global de la simplification de l'offre aux PITS .

GRTgaz ne voit pas d'obstacle particulier à l'appliquer dès le 1^{er} avril 2016.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'introduction, selon les modalités décrites ci-dessus, d'un nouveau produit de capacité aux PITS de GRTgaz appelé Capacité d'interface Transport-Stockage (CITS), en lieu et place des capacités fermes et interruptibles ?

Dans un souci de simplification de l'offre aux PITS, GRTgaz est favorable à cette évolution. De surcroît cette simplification permettra aux expéditeurs de mieux utiliser leurs capacités de stockages, ce qui est bénéfique à la fois pour le marché mais également pour la sécurité d'approvisionnement sur les zones d'équilibrage GRTgaz.

Lors des concertations, les clients et Storengy se sont montrés favorables à cette proposition.

Question 3 : Etes-vous favorable à la commercialisation de 20 GWh/j de capacité ferme quotidienne à Obergailbach dans le sens France vers Allemagne dès le 1er avril 2016 dans les conditions proposées par GRTgaz ? Si vous êtes expéditeur, envisageriez-vous de souscrire ce produit ?

En préambule, GRTgaz note que cette offre permettrait de tirer pleinement profit des capacités du réseau et que sa mise en place ne génère pas de surcoût pour le marché.

GRTgaz ne sollicite que la création d'un terme tarifaire dans le cadre d'une mise à jour tarifaire annuelle, comme cela a déjà pu être fait auparavant.

Pour GRTgaz, le premier intérêt de cette offre est de tester le marché en vue de définir ultérieurement des offres France vers Allemagne plus ambitieuses en terme de volume et de maturité, voire de répondre à un éventuel flux structurel vers l'Allemagne. S'agissant à ce jour d'un besoin à des fins d'arbitrage, l'absence de demande explicite du marché, si elle était confirmée, n'est qu'un indicateur partiel.

GRTgaz note d'ailleurs que les souscriptions de capacité rebours à Obergailbach ont récemment augmenté et que ces capacités rebours sont les plus utilisées en France.

Les équilibres globaux influençant les arrivées de GNL en Europe sont cycliques. Retarder la mise en place d'une telle offre comporte donc le risque de ne pas permettre au marché de tirer pleinement profit de la situation au bon moment.

GRTgaz propose donc de mettre en œuvre cette évolution dès le 1^{er} avril 2016

Question 4 : Etes-vous favorable à un renforcement de l'incitation relative à la qualité des consommations mesurées au PITD ?

Depuis 2009, l'indicateur relatif à la qualité des mesures aux PITD à J+1 a été globalement en progression, à l'exception de l'année 2015, comme le souligne la CRE dans sa consultation publique.

En réponse à cette dégradation, GRTgaz émet des réserves sur l'efficacité d'un éventuel renforcement de l'incitation financière à court terme dans la mesure où GRTgaz a d'ores et déjà programmé pour 2016 le remplacement des outils qui permettent de gérer cette activité, dans le but de sécuriser ce processus.

GRTgaz propose de réaliser un REX quant à leur apport un an après leur mise en service, sur la base duquel il sera possible d'envisager une évolution de la régulation incitative sur cet indicateur, sachant que les objectifs actuels mènent déjà à un malus pour le transporteur.

Question 5 : Avez-vous des commentaires sur l'indicateur portant sur le stock en conduite projeté et sur l'opportunité de suivre la fiabilité de cette information en plus de la ponctualité de sa publication ?

Le stock en conduite projeté est une information complexe à élaborer et qui fait appel à de multiples variables et outils de calcul contributifs. GRTgaz est conscient de l'importance de cette information pour les acteurs du marché. Il est donc proposé de créer un indicateur pour suivre la qualité de cette information.

Cet indicateur serait élaboré à fréquence mensuelle et porterait sur le nombre d'heures où l'information fournie au marché ne permet pas une exploitation suffisamment fiable en regard des dispositions prévues pour l'équilibrage du système gaz par le marché.

A ce stade GRTgaz estime manquer de recul pour proposer des objectifs pertinents et propose donc d'étudier une éventuelle incitation sur cet indicateur dans le cadre d'ATRT6, à l'issue d'un premier REX.

Question 6 : Etes-vous favorable à la création d'un nouvel indicateur portant sur le respect des programmes de maintenance ? Dans l'affirmative, avez-vous des suggestions d'indicateur ?

En préambule, GRTgaz tient à rappeler que le programme travaux élaboré en M-12 est purement indicatif. En pratique, il se trouve qu'au moment de sa publication toutes les actions de coordination avec les opérateurs adjacents ne sont pas encore terminées et que les modalités techniques pour la réalisation de certaines opérations restent à préciser. Par ailleurs, GRTgaz remarque que la plupart des GRT européens ne produisent pas de programme avec un tel niveau d'anticipation. Pour l'ensemble de ces raisons, GRTgaz considère qu'un indicateur impliquant le programme à M-12 n'est absolument pas pertinent.

GRTgaz tient aussi à souligner que, d'une manière générale, une incitation financière basée sur l'écart entre un programme prévisionnel et le programme réalisé peut conduire à un effet inverse à la maximisation des capacités car il pousserait GRTgaz à ne pas relâcher les capacités.

Pour répondre à l'attente exprimée par la CRE, GRTgaz propose, dans le cadre du programme engageant diffusé au marché au 1er mars, un indicateur sur le nombre de GWh restreints pour l'ensemble des PIR et PITTM qui serait basé sur les capacités souscrites au 1er mars, afin de mieux représenter la gêne occasionnée pour les expéditeurs en termes de programmation.

GRTgaz partage l'avis de la CRE sur le caractère structurant d'une telle évolution, et propose donc qu'il soit suivi et non incité en 2016.

GRTgaz attire l'attention de la CRE sur le fait que la définition de l'objectif associé à cet indicateur devra être réalisée avec une extrême précaution. En effet, cet indicateur dépend :

- de l'architecture du réseau de GRTgaz : une comparaison avec les niveaux de restrictions d'autres opérateurs de réseau pour déterminer un objectif ne serait pas pertinent car la zone gérée par GRTgaz est très vaste, peu dense et les canalisations y sont moins redondées et maillées, notamment du fait d'un rapport consommation/transit bien plus important que dans la plupart des pays Européens.
- des évolutions de la réglementation : l'indicateur est tout à fait susceptible d'évoluer à la hausse en cas de durcissement des obligations réglementaires de GRTgaz
- du programme de grands travaux : à titre d'exemple les travaux liés à la fusion Nord Sud devraient créer une hausse ponctuelle de l'indicateur en 2018.

La définition de l'objectif associé à cet indicateur devra donc faire l'objet d'un processus particulier qui tienne compte de l'architecture du réseau de GRTgaz et permette le respect par GRTgaz de l'ensemble de ses obligations.

Question 7 : Avez-vous d'autres commentaires ou propositions concernant le dispositif de régulation incitative de la qualité de service des GRT ?

La mise en place des indicateurs a permis d'améliorer de façon significative la qualité de service fournie par les GRT. Comme la CRE le souligne dans sa consultation, les GRTs produisent actuellement 19 indicateurs. Ces indicateurs se sont ajoutés au fil du temps en fonction des nouvelles façons d'accéder et de gérer le marché du gaz naturel. Certains indicateurs ne nous semblent plus pertinents pour les raisons ci-après :

- Le délai de traitement des demandes de réservations de capacités sur le réseau principal : cet indicateur ne mesure aujourd'hui qu'une part restreinte des demandes de capacité et n'est plus représentatif de l'ensemble des souscriptions des clients en raison de l'implémentation du code réseau CAM et de la commercialisation des capacités sur la plateforme Européenne PRISMA.
- Le délai de transmission aux GRD des fichiers relatifs aux enlèvements aux PITD : l'horaire d'envoi des mesures provisoires aux GRD est établi conjointement entre le GRT et les GRD afin de permettre une bonne mise à disposition des informations d'allocations aux clients. Lors d'un défaut d'envoi de fichier, la référence de mesure provisoire utilisée pour le calcul de l'indicateur « qualité des mesures provisoires aux PITDs » est égale à 0. Cet indicateur est donc inclus dans l'indicateur de qualité des mesures provisoires aux PITDs et il n'apparaît donc plus nécessaire de l'inciter en tant que tel.

GRTgaz reste à la disposition de la CRE et du marché pour étudier plus globalement le dispositif de régulation incitative, notamment dans le cadre d'ATRT6.